

EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 09/2021 – 13

OBJET : RESTAURATION COMMUNAUTAIRE
Protocole transactionnel au contrat de la Délégation de Service Public
(DSP) avec la société SOGERES

L'An deux mille vingt et un et le vingt-huit du mois de septembre (**28.09.2021**) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 22 septembre 2021, s'est assemblé à la salle des fêtes de La Ville Dieux du Temple, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. BRIOIS Dominique, Président

M. LOPEZ Romain, 2ème Vice-Président (à partir de la délibération n°1)

Mme FORNERIS Dominique, 3ème Vice-Présidente

M. GARGUY Bernard, 4ème Vice-Président

M. BOUCHÉ Bernard, 6ème Vice-Président

M. SAMAIN Hugues, 7ème Vice-Président

Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9ème Vice-Présidente

M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué (à partir de la délibération n°4)

M. CRUBILÉ Jean-Luc - Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°13) - M. FERVERAL Jean-Philippe - Mme BETIN Nadia - M. DURRENS Serge - Mme PAYSSOT Céline - M. EIDESHEIM David - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - Mme DELZERS Monique - M. BOUTINES Gilbert - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - Mme CAVERZAN Martine - M. COULOM Michel - M. FEGNE Jean - Mme DELCHER Any - Mr POUGNAND Jérôme - Mme M'BAMBI MATALE Claudine - M. PUCHOUAU Pierre - Mme GAYET Stéphanie - Mme LOPEZ Sophie - M. LOURMEDE Guy - M. THIERS Jean-Christophe - Mme SCHATTEL Danièle - Mme ESQUIEU Pierrette - M. SÉGARD Georges - Mme HEMMAMI Estelle - M. BOUSQUET Franck - Mme BADENS Véronique - M. FOURNIÉ Philippe - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - Mme MOREL Michelle

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. BESIERS Jean-Philippe, 1er Vice-Président

Mme FEAU Annie, 5ème Vice-Présidente

M. DELLAC Patrick, conseiller délégué

M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué

Mme CARDONA Muriel (jusqu'à la délibération n°12)

M. REMIA Alex

M. BON Philippe

M. ACHCHTOUI Soufiane

Mme CAVALIÉ Marie

a donné procuration à Michel PONS

a donné procuration à M.T. VISSIERES-DELVOLVE

est représenté par Olivier SEVEGNES

a donné procuration à Michelle MOREL

a donné procuration à Jeanine BAJON-ARNAL

a donné procuration à Nadia BETIN

a donné procuration à André ANGLES

a donné procuration à Stéphanie GAYET

a donné procuration à Estelle HEMMAMI

ABSENTS EXCUSES :

M. LAFONT Hubert, 8ème Vice-Président

M. DUPUY Guy

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme TRESSENS Christiane

M. LABORIE Michel

M. PAILLAS Alain

Mme LAFFINEUR Nicole

M. USSEGLIO Philippe

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Martine CAVERZAN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSE DES MOTIFS

Vu la loi n° 92-122 du 29 janvier 1993 modifiée relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, dite loi Sapin ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2019-05-06-001 en date du 6 mai 2019 portant modification n° 3 des statuts de la Communauté de communes Terres des Confluences ;

Vu la délibération n° 12/2015-2 – 10-1 du 17 décembre 2015 annulant et remplaçant la délibération n° 12/2015-3 du 1^{er} décembre 2015 portant approbation du principe de délégation de service public pour la restauration collective communautaire ;

Vu la délibération n° 07/2016-8 du 21 juillet 2016 approuvant le choix du délégataire et confiant la gestion du service de restauration communautaire de la Communauté de communes Terres de Confluences à la société SOGERES dont le siège social est situé 30, cours de l'Ile Séguin à Boulogne-Billancourt, par voie d'affermage, du 01/09/2016 au 31/08/2019 ;

Vu la délibération n° 07/2019 du 9 juillet 2019 approuvant l'avenant n°1 de prolongation du contrat de délégation de service public entre la CCTC et la société SOGERES jusqu'au 31 août 2021,

Vu le bilan de la DSP sur l'année 2019-2020 acté en commission communautaire Finances et actions de mutualisation et de coopération en date du 25 mai 2021, en conférence des maires du 8 juin 2021 et en conseil de communauté du 15 juin 2021 ;

Vu les articles 2044 et suivants du Code civil ;

Vu l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 et notamment son article 6,

Vu le montant de la redevance annuelle, versée par SOGERES à la Communauté de communes, qui s'élève à 25 000 € ;

Considérant que l'épidémie de la covid 19 et les mesures en découlant avec le confinement ont impacté la production de repas de la cuisine centrale ;

Vu les termes ci-dessous du protocole transactionnel :

« Pendant la période de confinement, du 16 Mars 2020 au 13 Mai 2020, le service a été maintenu à destination des usagers du service de portage à domicile ».

A compter du 14 mai 2020 et jusqu'au terme de l'exercice contractuel, soit le 31/08/2020, le Délégrant a sollicité la reprise des prestations à destination des usagers scolaires dans les conditions suivantes :

- Ouverture des 8 offices de restauration de Moissac ;
- Volume moyen des usagers accueillis : 800 repas par jour ;
- Mise en œuvre du protocole sanitaire en vigueur : gestes « barrière », port de masque et de gants.

Par ailleurs, pendant cette période les agents publics détachés dans le cadre de l'exécution du contrat se sont trouvés soit en arrêt de travail, soit maintenus en fonction sur leur lieu de travail avec une équipe renforcée.

L'exploitation du service a ainsi été perturbée tout au long de l'exercice contractuel, durant lequel le Déléguataire n'a pu exécuter le contrat selon ses termes initiaux.

Il en est résulté pour lui un préjudice économique à raison notamment des charges incompressibles qu'il a été contraint de continuer d'exposer.

Au terme de l'exercice les parties constatent notamment que :

- ✓ le volume de repas fournis s'élève à 211 228 soit une baisse de 24% par rapport à l'effectif de référence ;
- ✓ les surcoûts d'exploitation assumés par SOGERES s'élèvent à : 90 266 € HT, comprenant en particulier les charges suivantes:
 - les charges fixes dont la redevance non collectées du fait de la chute de fréquentation à hauteur de 9 715 € HT ;
 - la facturation des agents détachés en absence sur le site de production pour une valeur de 12 859,02 € HT.

Afin d'indemniser le préjudice économique subi par SOGERES à raison de l'altération et de l'adaptation des conditions d'exploitation au cours de l'exercice contractuel 2019-2020, la CCTC consent à verser à SOGERES une indemnité globale, forfaitaire et définitive à concurrence d'un montant de 22 574.02 € net de TVA couvrant les charges extracontractuelles supportées par SOGERES du fait de la survenance de la crise sanitaire et en particulier de la situation des agents ».

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire :

- **accepte** les termes du protocole transactionnel entre la CCTC et l'entreprise SOGERES joint en annexe ;
- **autorise** le président à le signer et à le mettre en œuvre.

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS


Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission enPréfecture le 04/10/2021

Publication le 04/10/2021

Notification le

LE PRESIDENT,


D. BRIOIS



Membres en exercice : 62
Présents : 48
Votants : 55

Adoptée à 44 voix pour

11 abstentions (M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric - Mme CARDONA Muriel - M. FERAL Jean-Philippe - Mme BETIN Nadia - Mme PAYSSOT Céline - M. EIDESHEIM David - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. BESIERS Jean-Philippe (procuration donnée à M. PONS) - M. REMIA Alex (procuration donnée à N. BETIN))